

David Cameron est servi, pas encore satisfait

- Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a dévoilé mardi ses propositions pour tenter de rencontrer les demandes britanniques.

- Elles ont reçu un accueil mitigé outre-Manche.

- Les Vingt-huit tenteront de se mettre d'accord dans dix jours.

Si le “plombier” Jean-Luc Dehaene était encore de ce monde, il saluerait sans nul doute les efforts des diplomates des institutions européennes et de leurs homologues britanniques pour tenter de sortir l'Union européenne de l'ornière “Brexit”. Comme il l'avait annoncé la veille, le président du Conseil européen Donald Tusk a en effet présenté mardi les propositions de compromis dont devront débattre les chefs d'Etat et de gouvernement lors d'un sommet exceptionnel qui se tiendra à Bruxelles les 18 et 19 février prochains. Pour rappel, ces grandes manœuvres font suite au chantage exercé par le Premier ministre David Cameron. Ce dernier a exigé une renégociation de la relation de son pays à l'UE, en contrepartie desquelles il défendra le maintien du Royaume-Uni dans l'Union lors du référendum national qu'il s'est engagé à organiser d'ici à la fin 2017.

Poussé dans le dos par des courants eurosceptiques de plus en plus pressants outre-Manche, y compris au sein de son parti, le locataire du 10, Downing Street avait mis sur la table des exigences portant principalement sur quatre points. Les réponses qui y ont été apportées au terme de discussions difficiles entre Londres et les représentants de la Commission et du Conseil européen constituent un “ensemble globalement équilibré” et un “bon deal” pour toutes les parties, estiment plusieurs sources européennes. Ces propositions s'inscrivent dans le cadre légal existant et n'exigent donc pas de rouvrir la boîte de Pandore pour les graver dans le marbre des traités européens, comme le souhaite cependant M. Cameron.

1 La gouvernance économique. Le gouvernement britannique voulait avoir la garantie explicite que les pays qui ont choisi de ne pas faire partie de la zone euro ne seraient pas désavantagés par rapport à leurs voisins si ces derniers veulent pousser plus avant le processus d'intégration économique. Les Britanniques entendent s'assurer qu'aucune décision de la zone euro ne nuira aux intérêts de la City, et qu'ils ne devront plus mettre au pot si d'aventure les pays de l'eurozone viennent à traverser une nouvelle crise. Sur ce point, ils obtiennent quelques apaisements. Un nouveau mécanisme permettra sous certaines conditions aux pays hors zone euro de remettre en cause certaines de ses décisions. Il ne constituera cependant pas un droit de veto, assure-t-on à Bruxelles.

2 La compétitivité. Tant au sein de la Commission que dans la plupart des Etats membres, tout le monde semble d'accord pour faciliter la vie des entreprises en simplifiant les réglementations, en allégeant les charges administratives et en stimulant les échanges commerciaux. Le document s'engage à renforcer les mesures dans cette direction en se fixant des objectifs quantifiables, là où c'est envisageable.

3 La souveraineté. On entre ici dans les sujets qui fâchent. David Cameron a posé deux exigences qui ont du mal à passer dans certaines capitales.

La première consiste à voir le Royaume-Uni dispensé de prendre part au projet d'une intégration politique toujours plus étroite de l'Union inscrit dans le traité de Rome. Le texte lui reconnaît effectivement ce privilège eu égard aux

nombreux passe-droits dont jouit déjà le Royaume-Uni dans le cadre de sa participation à l'UE. Plus problématique, il semble également remettre en cause ce principe d'intégration politique en tant que cœur du projet européen. Un point qui risque de crispier les pays les plus attachés à cette approche orientée vers le fédéralisme.

En second lieu, le gouvernement britannique souhaitait donner aux Parlements nationaux la possibilité de bloquer une législation européenne. Il obtient en partie satisfaction puisqu'un système de "carton rouge" va effectivement renforcer le pouvoir d'intervention de ces derniers. Avec un bémol toutefois: il faudra en effet que 16 des parlements des Etats membres (soit 55 % des élus nationaux) se joignent à cette contestation d'une proposition législative pour exiger du Conseil européen qu'il se penche sur le dossier. En pratique, ce seuil sera difficilement atteint.

4 La liberté de circulation et l'accès aux aides sociales constituaient le gros point de contentieux. Estimant que le Royaume-Uni est envahi par des travailleurs européens attirés par les avantages du système social britannique, David Cameron souhaitait pouvoir priver ces ressortissants de l'accès à ces avantages sociaux (des crédits d'impôts pour les tra-

vailleurs à bas salaire, notamment) durant les quatre premières années de leur séjour. Une demande jugée discriminatoire par plusieurs Etats membres d'Europe centrale et orientale.

Tout en reconnaissant les problèmes en la matière auxquels sont confrontées les autorités britanniques, le texte de préaccord prévoit la mise en place d'un mécanisme de sauvegarde en cas de "circonstances exceptionnelles". Comprenez : une arrivée massive de travailleurs susceptible de mettre à mal le système de sé-

curité sociale. Dans ce cas de figure, après avoir obtenu un feu vert de la Commission et du Conseil européen, l'accès à ces aides serait effectivement limité, mais celles-ci augmentent graduellement au prorata de la durée du séjour du travailleur sur le territoire britannique. Ces restrictions ne pourraient pas durer plus de quatre ans.

Des mesures sont également prévues pour limiter le montant des allocations familiales quand les enfants ne résident pas dans le pays où travaillent les parents.

Reste aux dirigeants européens à négocier tout cela en tête à tête et à peaufiner de nombreux détails. Renvoyant la pression vers David Cameron, Donald Tusk a déjà prévenu que les mesures proposées n'entreront en vigueur que dans le cas où le Royaume-Uni décide de rester dans l'Union européenne. A bon entendeur.

Gilles Toussaint

"Etre ou ne pas être ensemble, telle est la question."

DONALD TUSK

C'est par ce clin d'œil à William Shakespeare que le président du Conseil européen a annoncé la mise en ligne des propositions visant à satisfaire les attentes britanniques pour rester dans l'UE.

A Londres, les eurosceptiques ne le sont pas moins

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Il est 11h51 précises lorsque l'organisation Vote Leave lâche, sur son compte Twitter: le Premier ministre "a échoué à tenir sa promesse clé". Composé de parlementaires travaillistes et conservateurs favorables à un Brexit (contraction de Britain et Exit), le groupe n'a vraisemblablement pas eu le temps de lire les six documents du projet d'accord publiés sur Internet par le président du Conseil européen Donald Tusk dix-huit minutes plus tôt (lire ci-contre). Cela ne l'a pas empêché de l'attaquer immédiatement. Et de continuer à le faire tout le reste de la journée.

La veille déjà, à peine des bribes de l'accord destiné à réduire l'attribution d'aides sociales aux travailleurs étrangers (le frein d'urgence) ont-elles été dévoilées, que de nombreux parlementaires britanniques se moquaient de David Cameron. "Lorsqu'on se dirige tout droit vers un accident de la route, avoir un frein que vous ou que quelqu'un d'autre peut actionner est très bien, mais je préférerais être au volant", s'est emportée la députée conservatrice Anne-Marie Trevelyan. "Il semble qu'une fois de plus, les technocrates européens contrôlent les décisions..."

Au même moment, son collègue Nigel Evans expliquait que, si "nous sommes autorisés à le déclencher quand nous le voulons, alors c'est oui. Mais s'il faut appeler un ami, et en l'occurrence vingt-sept amis, pour décider si nous pouvons mettre un pied sur le frein, alors aucun conducteur sain d'esprit n'entrera dans la voiture".

Jamais satisfaits

Une fois le projet d'accord dévoilé, les élus conservateurs eurosceptiques n'ont pas manqué de faire savoir leur mécontentement au

ministre en charge de l'Europe, David Lidington, qui remplaçait exceptionnellement le Premier ministre à la chambre des Communes. Avant, sans aucun doute, d'attaquer directement David Cameron mercredi.

Le chef du gouvernement se trouve indéniablement dans une situation délicate, bien résumée par l'ancien responsable des affaires européennes au sein du parti travailliste Pat McFadden: "Les termes de l'accord n'auraient, quoi qu'il en soit, jamais pu satisfaire les membres conservateurs qui cherchent absolument à être déçus."

"Les termes de l'accord n'auraient jamais pu satisfaire les conservateurs qui cherchent absolument à être déçus."

PAT MCFADDEN
Parlementaire britannique.

Ce n'est guère une surprise. Un sondage réalisé il y a quelques jours par l'institut Ipsos Mori auprès des députés a révélé que 70 des 330 élus conservateurs avaient décidé de faire campagne pour une sortie de l'UE, quelle que soit l'issue des négociations. Moitié moins étaient favorables à un maintien au sein de l'Union. Surtout, les 225 restants demeuraient indécis. D'où le rôle capital des négociations à venir avec la France et les pays de l'Est pour la rédaction finale de l'accord, qui sera normalement présenté aux dirigeants européens les 18 et 19 février.

Content de lui

En attendant, David Cameron ne lâche rien. Il est passé mardi en boucle sur toutes les chaînes du pays. Il a assuré "la main sur le cœur" avoir "rempli les engagements de mon programme". Il a affirmé que des "négociations patientes, déterminées et fortes ont obtenu un bon résultat pour le Royaume-Uni". Il a vu dans son travail "un vrai progrès dans les quatre secteurs où le Royaume-Uni voulait un changement, même s'il reste du travail à faire".

Il n'est pourtant pas certain, vu son manque de sérénité évident, que les Britanniques aient bu ses paroles.

3 Questions à**MARCO INCERTI**

Chargé de recherche au Centre d'études politiques européennes (CEPS).

1 Le mécanisme de "frein d'urgence" proposé par le président du Conseil européen est-il une concession symbolique de la part de l'Union ou une victoire pour le Premier ministre britannique David Cameron?

Tout dépend de quel côté on regarde. C'est un peu des deux. C'est vrai que l'Union européenne n'a cessé de dire qu'elle ne pouvait pas faire de concessions à ce sujet car ce serait toucher aux principes européens de base. Mais cette question est aussi une préoccupation centrale des Britanniques. Les deux ont donc dû se retrouver à mi-chemin. David Cameron aurait souhaité que ce mécanisme soit automatique, mais ce n'est pas le cas. Il ne peut pas décider seul d'appuyer sur le frein, sans l'aval de l'Union.

2 Ce mécanisme permettrait-il malgré tout de limiter l'afflux de migrants européens au Royaume-Uni?

M. Cameron considère que le flux de migrants d'Europe centrale et orientale vers le Royaume-Uni est excessif. Or, la situation n'est pas aussi terrible que les eurosceptiques et les médias la décrivent. D'autant que la plupart des Européens qui arrivent sur le sol britannique trouvent du travail et n'ont pas besoin du soutien économique de l'Etat. Au contraire, ils contribuent au développement économique du pays à travers les impôts qu'ils payent. Donc, en pratique, ce mécanisme ne va pas changer grand-chose.

3 Les Etats d'Europe centrale et orientale risquent-ils de faire bloc pour s'opposer à cette réforme?

En soi, il n'y a aucune révolution dans les propositions de Donald Tusk, même si M. Cameron peut les présenter comme des concessions qu'il a obtenues en se battant pour son pays. La façon dont a été formulé ce mécanisme de "frein d'urgence" devrait être suffisamment floue que pour obtenir un accord de la part des Etats d'Europe centrale et orientale. En plus, M. Cameron a entamé "une offensive de charme", en se rendant dans ces pays pour les convaincre que Londres n'a rien contre leurs citoyens. Cela dit, des dirigeants comme le hongrois Viktor Orban ou le polonais Jarosław Kaczyński, dotés de personnalités assez spéciales et fortes, pourraient agir non pas sur base de considérations juridiques, mais sur base de leur volonté d'affirmer l'importance et la dignité de leur nation.

M.U.